

# DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- Projet :** Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G)
- Titre :** Mission d'étude portant « Evaluation des lacunes et des inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin »
- Durée :** 35 Hommes - Jours (HJ) étalés sur une période calendaire de trois mois (3 mois)
- Date de Publication :** 15 Septembre 2021
- Date et heure de Clôture :** 07 Octobre 2021 à 12h (heure locale)

## 1. Introduction

Le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin), en collaboration avec le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les partenaires de mise en œuvre du Programme Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G) au Bénin, sollicite les services d'un(e) Consultant(e) national(e) dûment qualifié(e) pour la conduite de la mission d'étude portant « Evaluation des lacunes et des inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin ».

La présente mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre au Bénin du WACDEP-G, l'une des trois Composantes du Programme d'Investissement pour l'eau en Afrique (AIP).

## 2. Contexte et justification

En Afrique de l'Ouest, le Programme AIP WACDEP-G promeut l'intégration du genre dans les processus de planification des investissements pour assurer la sécurité en eau et la résilience climatique. L'un des objectifs du WACDEP-G est de promouvoir un accès et un contrôle équitables des ressources et des actifs aux femmes et aux hommes grâce à la transformation des dynamiques de pouvoir et des structures qui renforcent les inégalités de genre.

Au Bénin, l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution du pays. De même, l'Etat béninois a ratifié les principaux traités et conventions internationaux et régionaux qui promeuvent l'égalité de genre. En outre, plusieurs lois et décrets ont été pris au niveau national pour renforcer l'arsenal juridique de protection des droits des femmes et des filles. Environ 21 textes relatifs à la protection générale des droits humains et contenant des dispositions relatives aux droits des femmes ont été adoptés entre 1877 et 2016 ; et 80% d'entre eux ont été promulgués entre 1965 et 2016. Deux textes organisant une protection spécifique des femmes ont été adoptés et promulgués au niveau national entre 2003 et 2011. L'indice du statut de la femme est

passé de 0,596 à 0,607 entre 2011 et 2015 au Bénin ; ce qui indique des progrès dans la réalisation de l'égalité de genre.

Cependant, en dépit de toutes les dispositions juridiques prises, les femmes continuent d'être sous-représentées dans les instances de prise de décision au niveau de l'administration publique d'une part, ainsi que des ménages et communautés, d'autre part.

Dans l'administration publique, les données désagrégées selon le sexe montrent qu'en termes de niveau de responsabilité, plus on monte dans la hiérarchie de l'administration, moins les femmes sont représentées. Ainsi, en plus d'être minoritaires du point de vue de leur effectif, les femmes ont un accès inégal aux postes de responsabilité par rapport aux hommes.

Au niveau des ménages et des communautés, les valeurs socio-culturelles régissant l'interaction dans les communautés et dans les familles concentrent le pouvoir de décision au niveau des hommes. Ce statut de domination de l'homme sur la femme couvre la quasi-totalité des dimensions de la vie sociale, notamment l'éducation ou la scolarisation des enfants, l'accès aux soins de santé, la planification familiale, l'exercice d'une activité politique, sociale ou économique, etc. Cette forte prédominance de l'homme dans le processus décisionnel au foyer, au sein des groupes socioculturels ou dans la communauté, entraîne parfois des violations des droits des femmes et des filles. Ainsi, de nombreuses formes d'inégalités s'observent également dans l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles.

Pour promouvoir la prise en compte de l'équité et de l'égalité de genre dans les interventions visant à assurer la sécurité en eau et la résilience climatique au Bénin, il importe entre autres de renforcer les capacités et l'aptitude en matière de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au sein des communautés et à différents niveaux au Bénin. La présente initiative ambitionne de soutenir le renforcement des capacités des femmes dans la zone de mise œuvre du projet de démonstration du WACDEP-G au Bénin. Une telle démarche priorise une amélioration de l'accès et du contrôle des ressources et des actifs sur l'eau et le climat pour les femmes au sein des communautés locales bénéficiaires du projet.

Le projet de démonstration est un projet d'aménagement d'un périmètre irrigué en aval du barrage de Tchakalakou dans la commune de Toucountouna. Il vise à : (i) promouvoir en faveur des femmes le développement des activités génératrices de revenus (maraîchage, production des plants pour le reboisement) consommatrices de l'eau du barrage (irrigation) ; (ii) réduire pour les bénéficiaires la pénibilité du travail de l'arrosage des cultures maraichères et des plants ; et (iii) sécuriser les cultures et les plants de la destruction liée à la divagation des animaux.

La démarche de mise en œuvre de l'initiative consiste, en premier lieu, à faire une évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes aux processus de prise de décision relatifs à l'accès et à l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, assortie de la définition de leurs besoins y relatifs en renforcement de capacités. Les résultats d'une telle évaluation permettront de développer et de mettre en œuvre une stratégie et un plan de renforcement de capacités et d'aptitude en matière de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles. Les organisations et réseaux de femmes cibles bénéficieront ensuite d'un soutien technique sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat pour l'alerte précoce et la préparation aux catastrophes naturelles liées à l'eau et au climat, sur la base des besoins identifiés dans la zone d'intervention du projet de démonstration.

Le présent dossier d'appel d'offres est élaboré pour préciser les objectifs de la mission, les résultats attendus ainsi que le profil du (de) consultant(e) recherché(e) pour conduire la mission.



### **3. Objectifs de la mission d'étude**

L'objectif principal de la mission est de renforcer les capacités et l'aptitude en matière de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au sein des communautés et à différents niveaux au Bénin.

De façon spécifique, il s'agira de :

- faire une évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration et au niveau national ;
- dégager de l'évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes, les besoins en renforcement des capacités et d'aptitude en matière de prise de décision et de choix des femmes et de leurs organisations sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national ;
- élaborer et soutenir la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan de renforcement de capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, y compris le développement de systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles liées à l'eau et au climat, à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national.

Dans le cadre de la conduite de l'étude, la collecte des données primaires se fera à travers des enquêtes de terrain, des consultations des acteurs et des interviews.

### **4. Résultats attendus**

Au terme de l'étude, les résultats suivants sont obtenus :

- les lacunes et les inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration et au niveau national, sont évaluées ;
- les besoins en renforcement des capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes et de leurs organisations sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national, sont identifiés à partir de l'évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes ;
- une stratégie et un plan de renforcement de capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, y compris le développement de systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles liées à l'eau et au climat, à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national, sont élaborés et leur mise en œuvre soutenue.

### **5. Livrables attendus**

Les principaux livrables attendus du (de la) Consultant(e) sont énumérés ci-dessous :

- le rapport de démarrage de la mission intégrant la note de cadrage méthodologique de conduite de l'étude, la liste des parties prenantes susceptibles de contribuer à enrichir l'étude, les outils de collecte

de données ainsi qu'un chronogramme détaillé de conduite de la mission et la structure de rédaction de chacun des principaux autres livrables attendus ;

- un rapport d'évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration et au niveau national ;
- un rapport d'évaluation des besoins en renforcement des capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes et de leurs organisations sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national ;
- une stratégie et un plan de renforcement de capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, y compris le développement de systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles liées à l'eau et au climat, à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national ;
- une présentation PowerPoint et un document technique synthèse pour l'organisation de deux sessions de formation et d'apprentissage ;
- les modules et les rapports finaux de deux sessions de formation organisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités ;
- le rapport de l'atelier de validation des livrables de la mission d'étude.

Chaque livrable devra être élaboré en version provisoire puis finale prenant en compte les contributions et amendements des principales parties prenantes.

Le (la) Consultant(e) devra en outre :

- prendre en compte les commentaires des Secrétariats Exécutifs du PNE-Bénin et du GWP-AO dans les versions provisoires de chaque livrable de manière itérative, jusqu'à l'approbation des versions finales ;
- travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin et le Secrétariat Exécutif Régional du GWP-AO sur toute la durée de la mission ;
- participer à des réunions avec le PNE-Bénin, le GWP-AO et les partenaires de mise en œuvre de WACDEP-G, via MS Teams, Skype, Zoom ou en présentiel, pour : (i) le cadrage de la mission ; (ii) discuter des grandes lignes et de la structure de chaque livrable ; (iii) mener les entretiens nécessaires pour la collecte des données de qualité ; et (iv) faire le suivi régulier de l'évolution de la mission ;
- veiller au respect scrupuleux du calendrier d'exécution de la mission.

## **6. Principales tâches**

Sous la responsabilité du Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, le (la) Consultant(e) aura à mener les tâches spécifiques suivantes :

1. identifier les organisations et réseaux féminins impliqués dans la prise de décision, l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration et au niveau national ;
2. faire une évaluation approfondie des lacunes et des inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur



- l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration et au niveau national ;
3. dégager de l'évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes, les besoins en renforcement des capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes et de leurs organisations sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national ;
  4. élaborer et soutenir la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan de renforcement de capacités et d'aptitude de prise de décision et de choix des femmes sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, y compris le développement de systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles liées à l'eau et au climat, à toutes les échelles dans la zone d'intervention du projet de démonstration et au niveau national ;
  5. présenter les résultats de la mission lors d'un atelier de validation ;
  6. finaliser la stratégie et le plan de renforcement de capacités proposés, en prenant en compte les observations formulées par les parties prenantes lors de l'atelier de validation ;
  7. élaborer les supports et animer deux sessions de formation, sur la base du plan de renforcement de capacités validé ;
  8. produire les rapports des deux sessions de formation.

## **7. Contrôle et suivi**

Le (la) Consultant(e) rendra compte au Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, qui assure la supervision générale de la mission et travaillera en étroite collaboration avec le Chargé de Programme de WACDEP-G Bénin et le Chargé de Programme Régional de WACDEP-G.

## **8. Durée de la mission**

La durée totale de la mission est estimée à **35 Hommes Jours** étalés sur une période calendaire de **trois mois (3 mois)**.

## **9. Profil et qualifications du (de la) consultant(e)**

Le Chef de la mission doit disposer d'une solide expérience dans les domaines des sciences sociales, sciences de l'éducation, du genre et développement ou tout autre domaine similaire et disposer d'au moins sept (07) ans d'expériences. Il doit justifier de missions similaires notamment dans les domaines de l'évaluation des besoins de groupes spécifiques et de renforcement de capacités.

Il doit posséder les qualifications suivantes :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Ingénieur Bac + 5, Master ou PhD) dans son domaine de compétence.

De plus, il devra :

- justifier d'au moins deux missions d'analyse sur la base des outils de genre et de développement de stratégie Genre ;
- justifier d'au moins une mission portant sur l'évaluation des compétences (besoins et lacunes) de groupes cibles ;
- justifier d'au moins deux missions en matière d'élaboration de programmes /modules de formations ;
- justifier d'au moins une mission en matière de mise en œuvre de programme de formations ;

- avoir une expérience et connaissance de la zone des projets (le bassin de la Volta) serait un atout ;
- avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- avoir une bonne maîtrise du français.

Le (la) consultant(e) principal(e) pourra mobiliser ou se faire assister par un spécialiste de la gestion des risques et catastrophes ou de systèmes d'informations sur l'eau et le climat qui devra :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Ingénieur Bac + 5, Master ou PhD) en géographie, environnement, gestion de ressources en eau, gestion des risques et catastrophes ou tout autre domaine similaire.

De plus, il devra :

- justifier d'au moins une mission dans la conception ou la mise en œuvre des services d'information sur l'eau et le climat ;
- justifier d'au moins une mission dans la conception ou la mise en œuvre de système d'alerte précoce ;
- avoir de bonnes connaissances sur la problématique de la gestion des risques de catastrophes au Bénin ;
- avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans les secteurs de l'eau ou du Climat ;
- avoir de bonnes connaissances sur la problématique de genre au Bénin.

Les fonctionnaires de l'Etat désireux de postuler pour la présente mission devront apporter la preuve de leur disponibilité pendant la période d'exécution de la mission.

## **10. Compétences spécifiques du (de la) Consultant(e)**

Le (La) Consultant(e) national(e) devra posséder :

- de bonnes aptitudes de travail en équipe, notamment :
  - travailler de manière autonome et en équipe et parfois sous pression pour fournir des résultats dans les délais impartis ;
  - travailler efficacement dans un contexte multinational, multiculturel en faisant preuve du respect de la diversité ;
  - coordonner une équipe avec d'excellentes capacités de leadership ;
  - se concerter et partager l'information avec le Secrétariat Exécutif du GWP-AO, le Secrétariat Exécutif du PNE Bénin et les parties prenantes du WACDEP-G ainsi que le comité de suivi de l'étude ;
- une bonne capacité de communication :
  - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer de fortes capacités d'expression orale et écrite avec d'excellentes capacités de rédaction et de synthèse en Français ;
  - le (la) Consultant(e) national(e) doit avoir une bonne maîtrise des outils modernes de communication et de téléconférence tels que Skype, Zoom ou MS Teams.
- des compétences analytiques :
  - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer d'excellentes aptitudes analytiques, de synthèse, de rédaction et de présentation de documents.



Le (La) Consultant(e) national(e) doit être disponible pour commencer à travailler immédiatement après la sélection.

## 11. Mode de présentation de l'offre de soumission

Les Consultant(s) nationaux(ales) intéressé(e)s, ayant les qualifications et expériences requises et constitués en équipe, sont invités à soumettre leurs propositions comprenant une offre technique et une offre financière complètes conformément au présent Dossier d'Appel d'Offres de la mission.

Les offres, rédigées en langue française devront comporter, entre autres, les pièces suivantes :

### Pour l'offre technique :

- une lettre de soumission datée et signée ;
- la compréhension et les observations sur les termes de référence ;
- la méthodologie détaillée envisagée pour la réalisation de la mission ;
- le chronogramme détaillé des activités ;
- les Curriculum Vitae détaillés des Consultants mettant en avant les expériences en lien avec la mission et leurs diplômes ;
- une liste des missions similaires avec références ;
- les attestations de bonne fin de missions similaires.

### Pour l'offre financière :

- la lettre de soumission datée et signée et indiquant le montant de l'offre ;
- le devis estimatif daté et signé selon le cadre de présentation du budget.

## 12. Cadre de présentation du budget (en F CFA – TTC)

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire en FCFA	Prix Total en FCFA
<b>1</b>	<b>Honoraires</b>				
1.1	Chef de mission	HJ			
1.2	Expert Associé	HJ			
1.3	Enquêteurs	Jour			
	<b>sous-total 1</b>				
<b>2</b>	<b>Perdiems</b>				
2.1	Chef de mission	Jour			
2.2	Expert Associé	Jour			
2.3	Enquêteurs	Jour			
	<b>sous-total 2</b>				
<b>3</b>	<b>Fonctionnement</b>				
3.1	Communication	ff			
3.2	Déplacement	ff			
3.3	Secrétariat	ff			
	<b>sous-total 3</b>				
	<b>TOTAL (TTC) 1+ 2 +3</b>				

### 13. Remise des propositions

Les propositions doivent être déposées à l'adresse ci-dessous mentionnée au plus tard le **07 Octobre 2021 à 12 heures** (heure locale), et doivent porter expressément la mention « Secrétaire Exécutif du PNE BENIN », « Proposition – WACDEP-G : Mission d'étude portant « Evaluation des lacunes et des inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin ».

*Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin sis à Placodji dans l'enceinte de la Direction Départementale de la Santé  
(DDS) Littoral*

*01 BP 4392 Cotonou (Bénin) E-mail : [contact@gwppnebenin.org](mailto:contact@gwppnebenin.org)  
Téléphone : (229) 21 31 10 93 / 66 11 80 31 Fax : (229) 21 31 10 93*

### 14. Evaluation des offres

L'offre sélectionnée sera celle qui présentera l'offre technique la plus robuste, soutenue par l'analyse la plus avancée et l'offre financière présentant le meilleur rapport prix/qualité selon les critères ci-dessous :

- la qualification et l'expérience des Consultants ;
- la qualité de la proposition technique ;
- le montant de l'offre financière.

### 15. Contacts

Pour tout renseignement complémentaire, les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heures locales) les jours ouvrables du lundi au vendredi.

### 16. Note de réserve sur l'annulation de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres peut être annulé dans une des conditions ci-après :

- la concurrence aurait été insuffisante ;
- aucune offre conforme au dossier d'appel d'offres n'aurait été reçue ;
- les offres admises au dépouillement dépasseraient largement le budget disponible.

Cotonou le ..... 13 SEP 2021 .....

Le Secrétaire Exécutif



André ZOGO